

RETURN BIDS TO:

RETOURNER LES SOUMISSIONS À:

Bid Receiving - PWGSC / Réception des soumissions -
TPSGC

11 Laurier St. / 11, rue Laurier

Place du Portage, Phase III

Core 0A1 / Noyau 0A1

Gatineau, Québec K1A 0S5

Bid Fax: (819) 997-9776

Revision to a Request for a Standing Offer

Révision à une demande d'offre à commandes

National Master Standing Offer (NMSO)

Offre à commandes principale et nationale (OCPN)

The referenced document is hereby revised; unless otherwise indicated, all other terms and conditions of the Offer remain the same.

Ce document est par la présente révisé; sauf indication contraire, les modalités de l'offre demeurent les mêmes.

Comments - Commentaires

Vendor/Firm Name and Address

Raison sociale et adresse du
fournisseur/de l'entrepreneur

Issuing Office - Bureau de distribution

Training and Specialized Services Division/Division
de la formation et des services spécialisés
11 Laurier St. / 11, rue Laurier
10C1, Place du Portage
Gatineau, Québec K1A 0S5

Title - Sujet Services de surveillance de l'équit	
Solicitation No. - N° de l'invitation EP737-122873/B	Date 2013-01-21
Client Reference No. - N° de référence du client 20122873	Amendment No. - N° modif. 011
File No. - N° de dossier 113zh.EP737-122873	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
GETS Reference No. - N° de référence de SEAG PW-\$ZH-113-25016	
Date of Original Request for Standing Offer 2012-10-19	
Date de la demande de l'offre à commandes originale	
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM on - le 2013-02-15	
Time Zone Fuseau horaire Eastern Standard Time EST	
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Reynolds(zh), Diane	Buyer Id - Id de l'acheteur 113zh
Telephone No. - N° de téléphone (819) 956-1141 ()	FAX No. - N° de FAX (819) 956-9235
Delivery Required - Livraison exigée	
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction: See Herein Voir aux présentes	
Security - Sécurité This revision does not change the security requirements of the Offer. Cette révision ne change pas les besoins en matière de sécurité de la présente offre.	

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Acknowledgement copy required Accusé de réception requis	Yes - Oui <input type="checkbox"/>	No - Non <input type="checkbox"/>
The Offeror hereby acknowledges this revision to its Offer. Le proposant constate, par la présente, cette révision à son offre.		
Signature	Date	
Name and title of person authorized to sign on behalf of offeror. (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du proposant. (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)		
For the Minister - Pour le Ministre		

La modification n° 11 vise à fournir des réponses aux questions reçues à ce jour, comme suit :

- Q23 Veuillez indiquer si les clauses et les conditions d'un modèle de demande de soumissions de TPSGC figurant dans une demande de soumissions particulière seraient considérées comme des « instruments de politique de direction générale ».
- R23 Oui, comme c'est indiqué dans la réponse à la Q15 dans la modification n° 8 : « Les instruments de politiques du Programme des approvisionnements de TPSGC comprennent ce qui suit : le *Guide des approvisionnements*, le *Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat*, la Série de politiques touchant le Programme des approvisionnements et les Avis relatifs aux politiques. »
- Q24 Le Canada a fourni la réponse suivante à la Q15 dans la modification n° 8 : « Les instruments de politiques du Programme des approvisionnements de TPSGC comprennent ce qui suit : le *Guide des approvisionnements*, le *Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat*, la Série de politiques touchant le Programme des approvisionnements et les Avis relatifs aux politiques. **Ces instruments de politiques sont examinés en fonction de processus et d'approbations internes stricts ainsi que par le conseiller juridique de TPSGC.** Ils sont conformes aux lois, aux politiques et aux règlements du gouvernement. TPSGC fait preuve d'ouverture et de transparence au sujet de ces politiques puisqu'elles sont mises à la disposition de tous les fournisseurs en ligne. Elles décrivent les processus et règles que les agents d'approvisionnement doivent suivre pour les marchés. »
- Le Canada est prié de décrire en détail la fonction de processus et d'approbations internes stricts dont il est question dans la réponse à la Q15.
- R24 Toutes les nouvelles politiques et tous les nouveaux processus dans le cadre du Programme des approvisionnements ainsi que toutes les modifications aux politiques, aux processus et aux clauses et conditions sont examinés en détail au cours de consultations auprès des intervenants pertinents, dont des agents de négociation des contrats, le Secrétariat du Conseil du Trésor, les ministères clients et les fournisseurs ou associations de fournisseurs, s'il y a lieu. Ces consultations et les résultats connexes (nouvelle politique, changements aux clauses et conditions) sont par la suite examinés en détail par le Comité de gestion de la Direction générale des approvisionnements (DGA) (au niveau des directeurs) puis entérinés, approuvés et recommandés par le Comité de gestion de la DGA (au niveau des directeurs généraux). Enfin, on consulte également les Services juridiques, en temps voulu. L'ensemble des changements aux politiques, aux processus et aux clauses et conditions sont ensuite approuvés et diffusés par le sous-ministre adjoint (SMA) de la DGA ou par le directeur général du Secteur de la politique, des risques, de l'intégrité et de la gestion stratégique, au nom du SMA.
- Q25 Le Canada a fourni la réponse suivante à la Q15 dans la modification n° 8 : « Les instruments de politiques du Programme des approvisionnements de TPSGC comprennent ce qui suit : le *Guide des approvisionnements*, le *Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat*, la Série de politiques touchant le Programme des approvisionnements et les Avis relatifs aux politiques. Ces instruments de politiques sont examinés en fonction de processus et d'approbations internes stricts ainsi que par le conseiller juridique de TPSGC. Ils sont conformes aux lois, aux politiques et aux règlements du gouvernement. **TPSGC fait preuve d'ouverture et de transparence au sujet de ces politiques puisqu'elles sont mises à la disposition de tous les fournisseurs en ligne.** Elles décrivent les processus et règles que les agents d'approvisionnement doivent suivre pour les marchés. »

Le Canada a fourni la réponse suivante à la Q16 dans la modification n° 8 : « Les instruments de politique du Programme des approvisionnements de TPSGC comprennent ce qui suit : le *Guide des approvisionnements*, le *Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat*, la Série de politiques touchant le Programme des approvisionnements et les Avis relatifs aux politiques.

La liste comprend, entre autres :

<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/Policy-and-Legal-Framework/Politiques-et-directives-principales> »

Le lien ci-dessus comprend entre autres ce qui suit :

« Série de politiques touchant le Programme des approvisionnements - Les instruments de politique ci-dessous viennent appuyer les efforts de TPSGC en vue de rendre ses activités d'approvisionnement plus efficaces, efficientes et adaptées aux besoins des fournisseurs et des ministères et organismes clients.

Ces instruments ont été mis sur pied dans le cadre du Programme des approvisionnements de TPSGC et sont mis à la disposition des employés du gouvernement fédéral par l'entremise de GCpédia.

- Politique sur l'engagement et Ligne directrice en matière d'engagement
- Directive sur la gouvernance des achats complexes
- Ligne directrice sur la gestion des risques dans le cadre des achats complexes
- Matrice de gestion des risques
- Ligne directrice sur les capacités dans le cadre des achats complexes »

Compte tenu de la réponse à la Q15 fournie par le Canada, qui contredit la réponse à la Q16, il semble clair que le Canada ne fait pas preuve d'ouverture et de transparence à l'égard de toutes ses politiques. Le Canada est donc prié d'expliquer pourquoi il ne fait pas preuve d'ouverture et de transparence à l'égard des politiques indiquées ci-dessus et de dresser la liste complète de toutes les autres politiques qui ne sont pas disponibles de façon ouverte et transparente.

R25 Les instruments susmentionnés (énumérés dans la question) ont récemment été produits par le l'équipe du Programme des approvisionnements de TPSGC et sont à la disposition des employés fédéraux dans GCPEDIA. Les instruments de politique seront rendus publics en ligne d'ici la fin de l'exercice financier. Nous travaillons en étroite collaboration avec l'équipe du site Achatsetventes.gc.ca afin d'accélérer le processus en vue de rendre les documents conformes aux Règles pour l'accessibilité aux contenus Web (WCAG).

Q26 L'offrant aimerait fournir les renseignements supplémentaires suivants en réponse à la Q19 dans la modification n° 8. La principale tâche de l'offrant dans le cadre du projet consiste à analyser les retards et à répartir équitablement les responsabilités et les coûts connexes en vue de s'acquitter de ses responsabilités devant le tribunal à titre de témoin de l'opinion. Une telle répartition est requise afin de parer à un examen des plus rigoureux par une partie intéressée. L'objet du rapport du témoin de l'opinion est d'aider le juge à appliquer les lois pertinentes de façon juste et équitable.

Toutes les parties intéressées ont eu l'occasion d'examiner les constatations contenues dans le rapport du témoin de l'opinion et d'évaluer la solidité de ces constatations afin de déterminer qu'il s'agit d'une représentation équitable des faits ou des opinions soulevés dans le rapport.

L'offrant a joué un rôle semblable à celui joué par le surveillant de l'équité lorsqu'on observe l'évaluation des soumissions par rapport aux critères d'évaluation contenus dans la DP. La différence est qu'on examinait ce qui s'était déjà déroulé et qu'on savait que la question était déjà devant les tribunaux.

Est-ce que le Canada pourrait confirmer qu'il s'agira d'un projet « d'équité »?

R26 Oui, le projet décrit correspond effectivement à un projet « d'équité ».